

Budget Primitif 2018

Parc de la voirie 2A

Note complémentaire

Table des matières

Préambule.....	3
I/ Section d'investissement.....	4
A. Les dépenses	4
B. Les recettes.....	6
I/ Section de fonctionnement	6
A. Les dépenses	6
B. Les recettes.....	9

La loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 a prévu au 1^{er} janvier 2011 le transfert aux Départements les Parcs de l'Équipement. Le Conseil Général avait approuvé par la délibération n° 2010-103 du 22 novembre 2010 la création d'un établissement cofinancé avec l'ex CTC sous forme d'un budget annexe dénommé « parc départemental de voirie ».

Le budget annexe du parc de la voirie s'inscrit dans l'axe stratégique « Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de service », la politique publique « Infrastructures de transport et de mobilité », la compétence « Voirie départementale ». Les participations du budget principal sont inscrites au programme N1122A.

Le Parc se situe à la zone de la Caldaniccia depuis 1978 et dispose d'un effectif de 41 personnes (35 fonctionnaires et 6 ouvriers des parcs et ateliers). Son organisation est répartie entre quatre spécialités :

- L'exploitation routière a principalement en charge la sécurité horizontale sur les axes routiers, la viabilité hivernale ainsi que la pose de glissières.
- Le laboratoire contrôle par carottage des échantillons de béton, de goudrons... avec des appareils spécialisés. Il est à noter qu'il dispose, comme pour l'atelier, d'un site sur Sartène.
- L'atelier a pour fonction d'effectuer les réparations, l'entretien ainsi que la maintenance de matériel roulant (hors engins).
- Le service administratif du budget annexe tient pour sa part une comptabilité analytique qui permet à la fois d'établir un prix précis pour chacun des types d'intervention du Parc de la voirie ainsi que la quote-part d'intervention relative à chacune des deux anciennes collectivités participant au budget de la structure (ex-CTC et ex-CD2A)

Le budget primitif 2018 de ce dernier s'articule comme il suit :

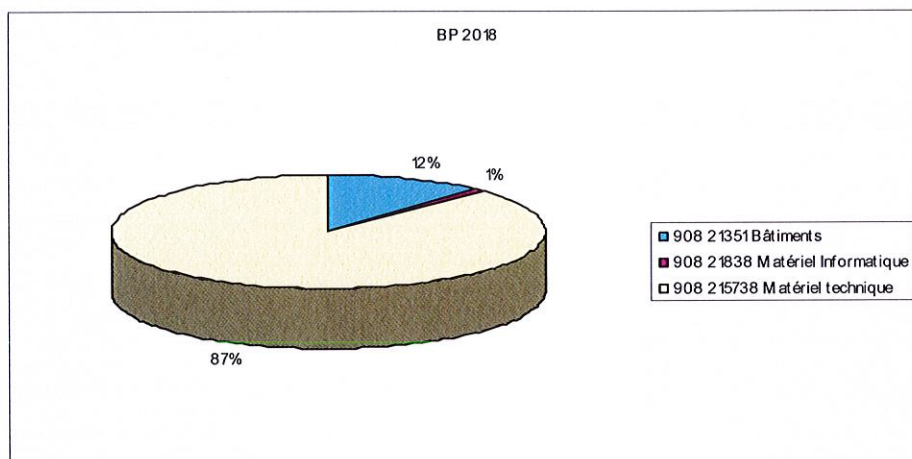
II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

	VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET					
	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	258 900,00	0,00	258 900,00	0,00	258 900,00	258 900,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 647 280,00	258 900,00	3 906 180,00	3 906 180,00	0,00	3 906 180,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	3 906 180,00	258 900,00	4 165 080,00	3 906 180,00	258 900,00	4 165 080,00

I) Section d'investissement

Les dépenses (Chapitre 908)

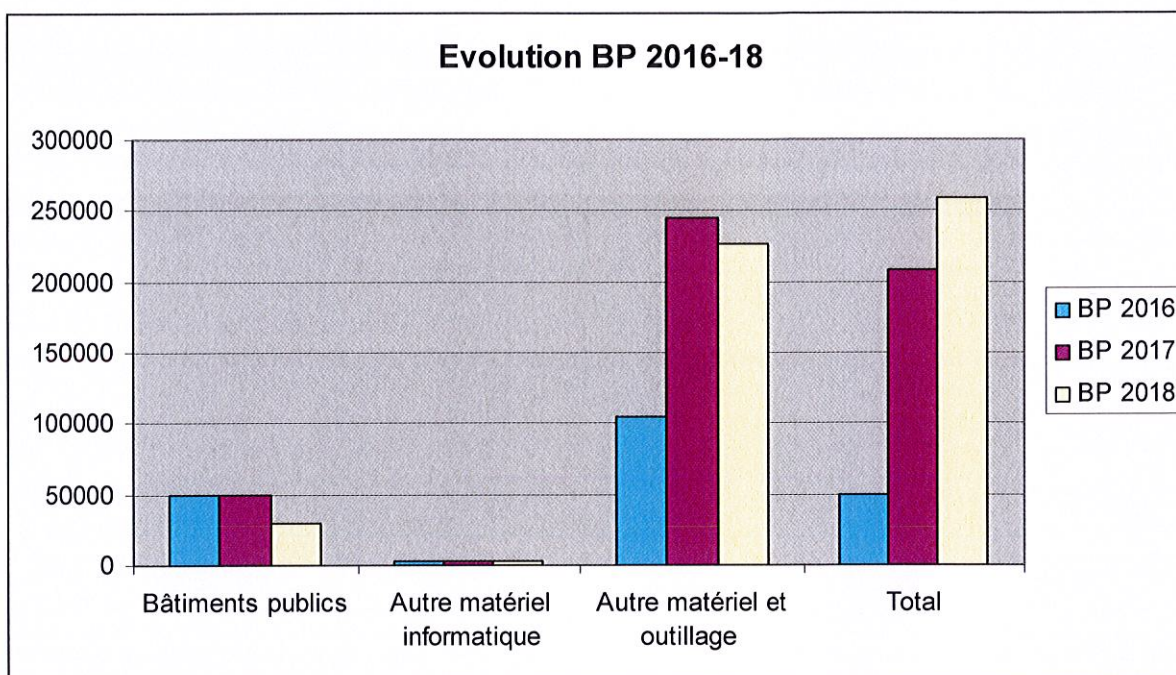
Trois types de prestations sont ici concernés : le matériel et outillage technique pour 225 900€, les travaux sur bâtiments pour 30 000€, et le matériel informatique pour 3 000€ pour un total de 258 900€ contre 298 000€ en 2017.



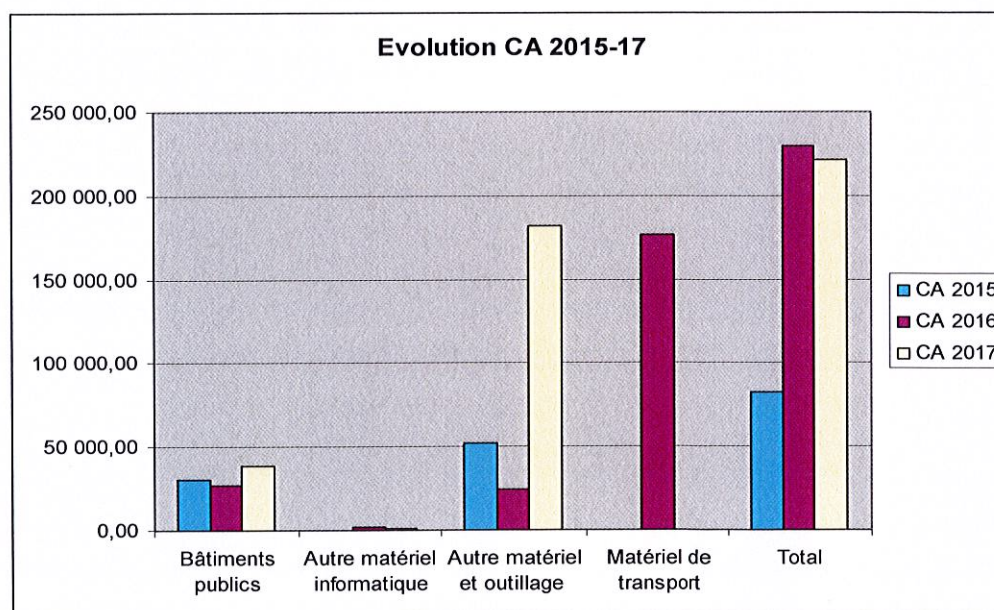
La liste des matériels proposés à l'acquisition est la suivante (215738):

Désignation	Montant prévu sur 2018
Outillage pour opérations mécaniques	30 000 €
Acquisition d'un véhicule d'exploitation –fourgon	36 500€
Acquisition d'un fourgon peinture pour l'exploitation parc	34 500€
Remise en état de la machine peinture	46 500€
Acquisition d'un fourgon pour le laboratoire du parc	29 400€
Etuve de séchage avec système de ventilation	49 000

Pour comparaison, l'évolution de BP à BP depuis 2016 est la suivante :



Le montant de la section d'investissement du Parc dépend pour beaucoup de l'acquisition conjoncturelle de véhicules techniques très coûteux. Le montant peut varier assez sensiblement d'une année sur l'autre, comme le montre le graphique suivant, l'achat d'environ 175 000€ en 2016 correspondant à l'acquisition d'un camion grue.



Les recettes

Ces dépenses d'investissement sont financées pour partie par l'amortissement (126 425€) et par le virement de la section de fonctionnement (132 475€) soit 258 900€.

II) Section de fonctionnement

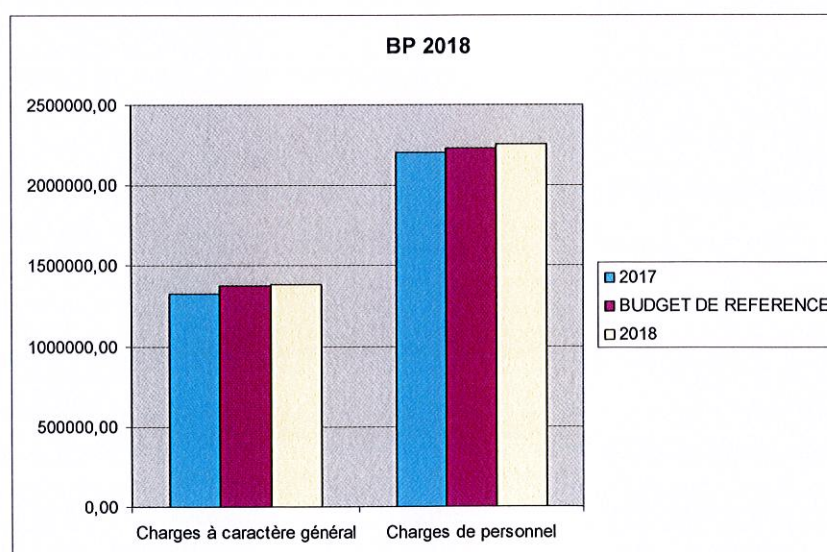
Les dépenses réelles (chapitre 938)

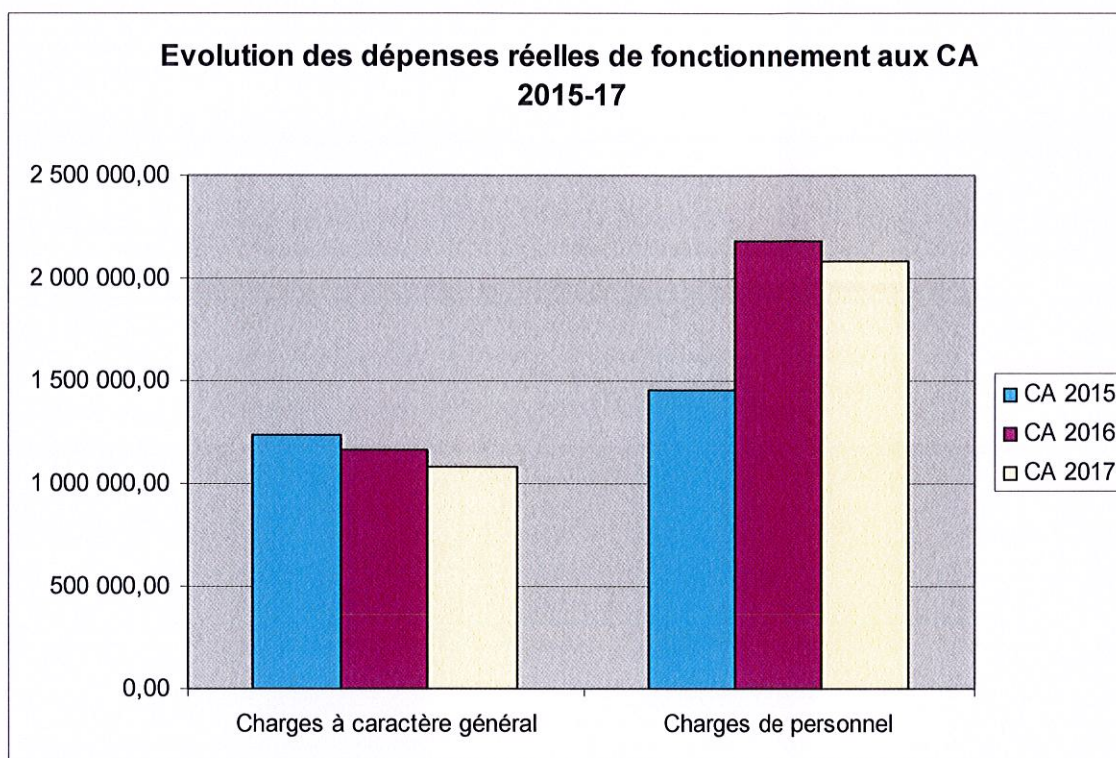
Les dépenses réelles s'élèvent 3 647 280€.

Elles s'établissent et évoluent tel que décrit dans le tableau ci-après.

Libellé	BP 2017 en €	BP 2018 en €	Variation en €
Charges à caractère général	1 323 800	1 388 080	+64 280
Charges de personnel	2 207 200	2 259 200	+ 52 000
Charges exceptionnelles	0	0	0
Total	3 531 000	3 647 280	116 280
Dépenses d'ordre			
Dépenses d'ordre	298 000	258 900	-29 100
Total dépenses réelles +d'ordre de fonctionnement	3 829 000	3 906 180	77 180

Les propositions concernant les dépenses de personnel prennent en compte d'une part le salaire des agents du Département travaillant au Parc, et d'autre part le remboursement à l'Etat des salaires des Ouvriers des Parcs et Ateliers (OPA).





L'augmentation sensible des salaires en 2015 et 2016 provient de l'affectation d'un nombre significatif d'agents au budget principal. Ces agents étaient auparavant payés sur le budget principal, bien qu'affectés au parc.

La baisse en 2017 survient suite au départ à la retraite d'OPA remplacé par des agents de la fonction publique territoriale (charges salariales moins élevées), même si le budget a également été impacté par la mise en place des mesures communes à toute la collectivité :

- De mesures statutaires telles que le PPCR et l'augmentation de la valeur du point
- L'augmentation du régime indemnitaire (150 €) et des augmentations liées à la création de service et d'unités fonctionnelles
- Le recrutement de non titulaire et de contrat de droit privé
- La « stagiairisation » des emplois d'avenir
- Accroissement des contrats saisonniers
- La labellisation des mutuelles, faisant passer la participation de la collectivité de 18€ à 50€ par agent et par mois.

Les charges à caractère général proposées au BP 2018 se répartissent entre les services des bâtiments (53 520€), la formation (20 000€), la maintenance informatique (25 000€), les charges de personnel (2 259 200€), les moyens généraux (53 150€) ainsi que les crédits parc (880 285€) et routes (356 125€ (voir explications sur le tableau ci-après).

Le parc dépendant dorénavant de deux directions générales adjointes (DGA en charge du Patrimoine, des moyens et de la commande publique pour la partie « Parc » et DGA en charge des infrastructures de transport, de la mobilité et des bâtiments pour la partie « routes »). Les crédits ont donc été dissociés comme suit :

Compte	Intitulé	BP 2018 Parc en €	BP 2018 routes en €
60618	Autres fournitures	1 350,00	700,00
60622	Carburants	50 600,00	0,00
606321	Glissières	0,00	126 500
606322	Fourniture de petits équipements	556 200,00	20 000
6068	Autres fournitures	8 200,00	8 000
611	Contrats de prestations de service	16 200,00	9 100
61358	Locations mobilières	11 150,00	0,00
61521	Entretien des terrains	10 120,00	1 000
615231	Entretien des voies et réseaux	0,00	166 200
61551	(Entretien) des matériels roulants	212 520,00	0,00
61558	(Entretien) d'autres biens mobiliers	12 420,00	23 000
6228	Honoraires divers (dosimétrie)	0,00	1 625
6355	Taxe et impôts sur véhicules	1 525,00	1 625,00
Total		880 285	356 125

Il est proposé l'ouverture d'une AE à l'intérieur du budget annexe pour un montant de 1 245 880€ assortie de CP à hauteur de 1 236 410€. Ces crédits de paiement correspondent aux achats permettant de faire fonctionner le parc *stricto sensu*.

Le budget du Parc dispose d'une comptabilité analytique permettant d'évaluer les coûts pour chacune de ses compétences propres. Pour les comptes administratifs 2017 et 2016, les coûts sont les suivants :

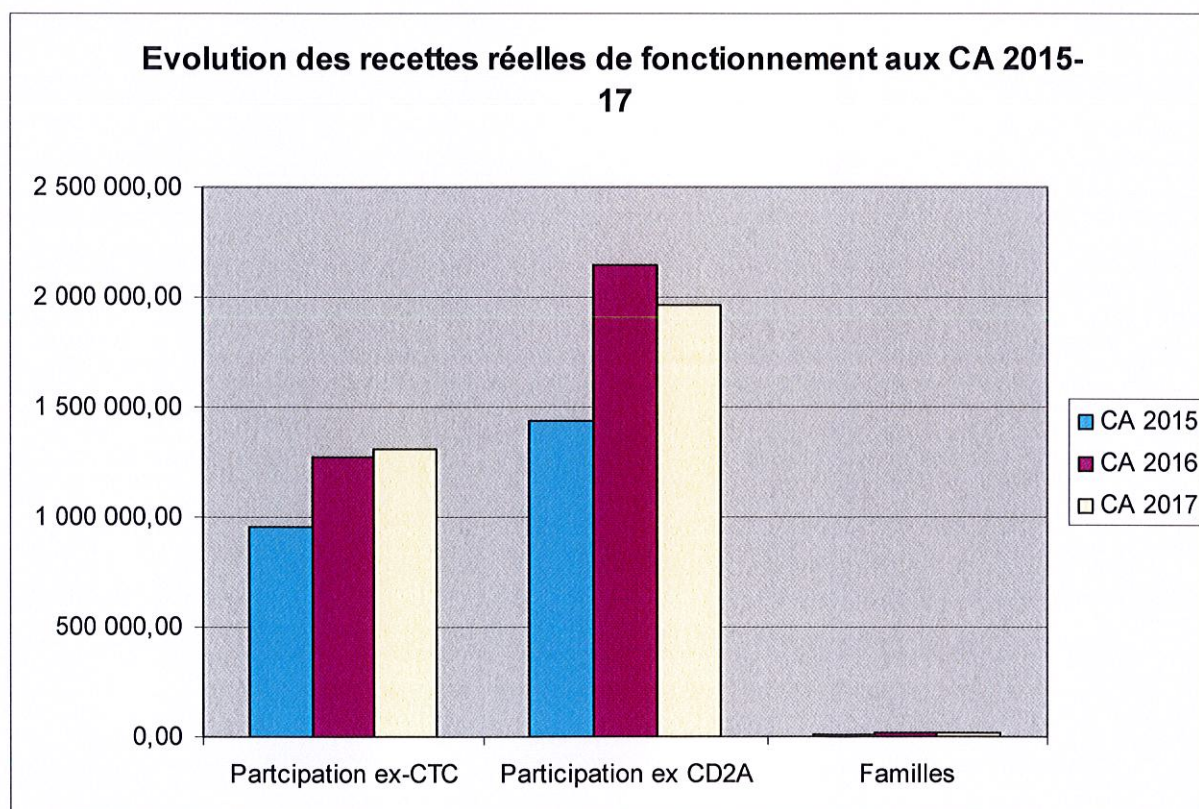
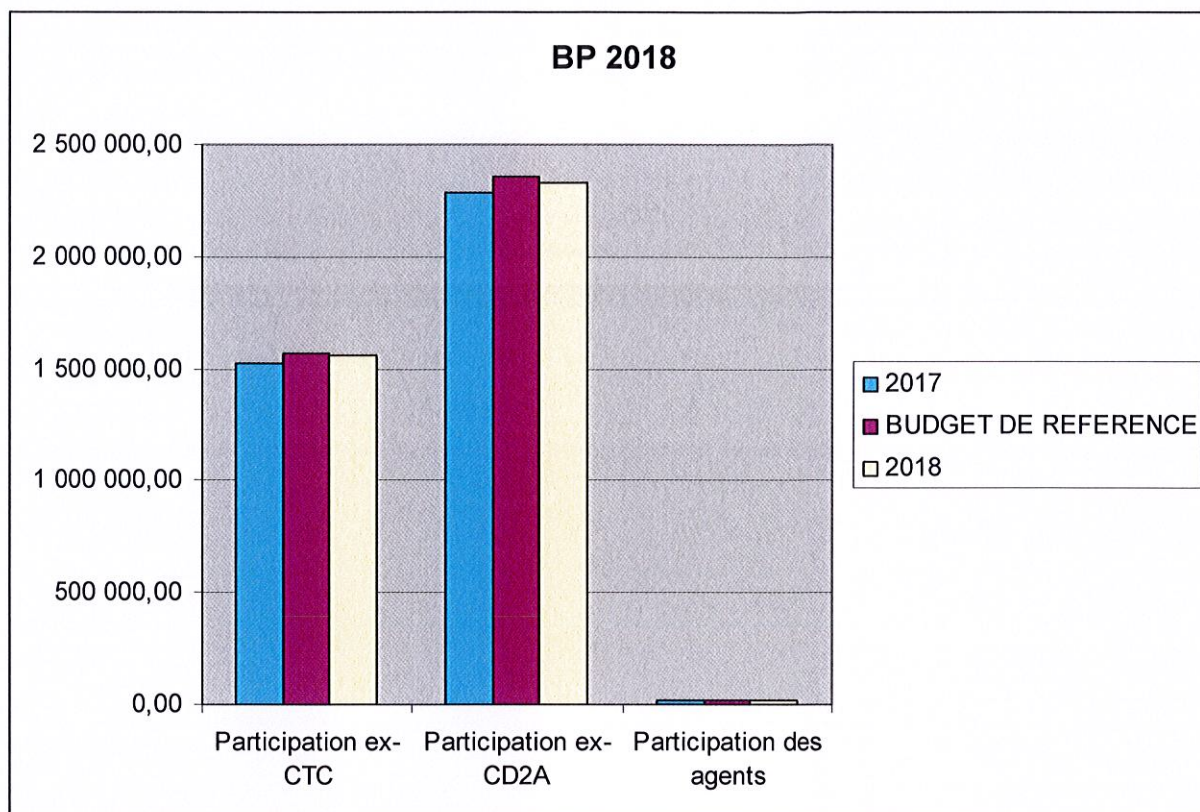
ACTIVITE	COUT DE REVIENT 2017	COUT DE REVIENT 2016
MARQUAGE	689 309	722 660
POSE DE GLISSIERES	438 830	450 638
SERVICE HIVERNAL	31 026	19 222
LABORATOIRE	622 982	701 004
SERVICE ATELIER	1 387 046	1 449 054

Les recettes (chapitre 938)

Dans le cadre du passage en budget annexe, il avait été décidé que les deux collectivités ayant recours aux services du Parc (le Département de la Corse du Sud et la Collectivité Territoriale de Corse) mutualisent leurs moyens par le biais d'une contribution annuelle évaluée sur la base des prestations rendues à savoir 60% de la somme totale des dépenses pour le Département et de 40% pour la CTC.

Pour la présentation de ce budget primitif, il a été choisi de conserver artificiellement cette répartition. La charge virtuelle de l'ex CTC serait de 1 555 272€ et celle de l'ex CD2A de 2 332 908€ au programme N1122A.

Les 18 000€ restants sont des autres produits de gestion courante qui correspondent à la participation des agents aux tickets restaurants.



Il convient de retraiter ici les données pour l'exercice 2015 car il avait choisi de n'émettre que trois titres de recettes au lieu de quatre afin d'apurer une partie conséquente de l'excédent du budget.

En définitive, le projet de budget s'équilibre, toutes sections confondues à 4 165 080€ tant en dépenses qu'en recettes.

BP 2018	Dépenses en €	Recettes en €
Investissement	258 900	258 900
Fonctionnement	3 906 180	3 906 180
Total	4 165 080	4 165 080